



Un alterurbanisme à l'ère de l'altermodernité? Ou ce qu'habiter veut dire

par Xavier Bonnaud

Le terme polysémique "modernité" apparaît comme le mot de passe d'une époque, véhiculant une nébuleuse de représentations aux contours parfois flous. Pour l'urbanisme, la modernité se définit par des modes d'intervention sur la ville prétendument rationnels, productivistes, abusivement optimistes /1, par un imaginaire imprégné de la valeur civilisatrice et universelle de la société machiniste. Bien que minée par ses contradictions et ses échecs, elle se déploie plus que jamais, à l'échelle mondiale, en écho à l'idéologie du développement. Xavier Bonnaud, architecte, enseignant à l'École d'architecture de Nantes, chercheur à l'Institut d'urbanisme de Paris, s'interroge sur l'éventuel alterurbanisme de l'altermodernité.

1/

"La Charte d'Athènes et après?" in *Urbanisme*, n° 330, mai-juin 2003, pp. 35 et suivantes.

En Chine, des villes comme Shenzhen passeront de 1,5 million d'habitants à 40 millions en vingt ans, et ce sont plus de 250 millions de paysans que le gouvernement chinois souhaite déplacer dans le cadre de la modernisation du pays. Dans cette perspective, architectes, urbanistes et industriels occidentaux du BTP exportent une marchandise urbanistique avariée, entretenant des pouvoirs avides de symboles modernokitsch dans la croyance que la grandeur des opérations immobilières est leur seul critère d'évaluation. Mais comment mesurer les répercussions sociales sur les populations qui se trouvent arrachées à leurs manières d'habiter, coupées de la congruence d'adaptation à l'environnement qui constituait jusqu'ici leur histoire ancestrale et le socle de leur économie vernaculaire ?

En Espagne, l'opinion publique débat du plan hydrologique national : 70 % des ressources en eau sont concentrées dans le nord du pays et 23 % dans le sud, où vit 55 % de la population. Les régions du Sud constituent le double "paradis" de l'agriculture intensive et du tourisme de masse (cultures irriguées, villages de vacances avec golfs et piscines, chapelet d'hôtels le long de la côte). Pour maintenir ce développement et poursuivre l'urbanisation des zones littorales, il est projeté de capter et de détourner 15% du débit de l'Èbre alors que celui-ci a déjà diminué de moitié entre 1960 et 1990 du fait des barrages et de l'augmentation de l'irrigation. Faut-il soutenir, à travers ce projet estimé à 23 milliards d'euros (118 grands barrages et 863 ponts, ainsi que de nombreux canaux et réservoirs), un équipement territorial dont le caractère artificiel et dispendieux montre ses propres limites ? L'Espagne, qui a sollicité 30 % du financement auprès de la Commission européenne, attend la décision.

En France, la politique d'aménagement du territoire à l'horizon 2025 annoncée par Jean-Pierre Raffarin est particulièrement généreuse : 50 grands projets (TGV, liaisons ferroviaires, routières et autoroutières, projets fluviaux et aéroportuaires, ainsi que 15 pôles de développement économique). Cette débauche d'infrastructures semble tenir lieu de prospective, alors que les réflexions sur la viabilité du devenir urbain se limitent à l'énoncé des chiffres de la croissance économique espérée et des 50 000 emplois attendus.

Ainsi, l'urbanisation est un peu plus chaque jour un marché mondial, avec ses salons pour déployer ses ambitions. Le MIPIM (Marché international des professionnels de l'immobilier) se tient régulièrement à Cannes. Il regroupe 15 000 participants autour des collectivités locales du monde entier, qui présentent leurs offres foncières par l'intermédiaire de leurs conseillers au développement ; 3 500 investisseurs (souvent de dimension internationale) se disputent un marché concernant 62 pays. Leurs objectifs s'appellent plateformes logistiques, immobilier d'entreprises, business parcs, multiplexes, hypermarchés, dont les dimensions colossales nécessitent les trésors d'ingénierie mis en avant par les 200 sociétés exposantes.

Critique de l'urbanisation libérale

La Terre apparaît comme un terrain de jeu à la mesure de la mondialisation libérale, et l'urbanisation généralisée, par la démesure de ses chiffres, gangrène toujours plus le raisonnement des hommes d'affaires et des décideurs publics. Ils se réjouissent par avance de l'ouverture de nouveaux marchés et des travaux à mettre en œuvre pour les futurs 27 millions d'habitants prévus à Tokyo, les 22 millions de Bombay ou



Action d'Agir pour l'environnement contre la publicité excessive dans le métro.

2/

United Nations population division, world urbanization prospect: the 2001 revision (www.un.org/esa/population/publications/wup2001).

3/

Ivan Illich, "Disvaleur". Dans le miroir du passé, conférences et discours, 1978-1990, Descartes et Cie, 1994.

encore les 16 millions de Lagos, selon les estimations pour 2015 /2.

Ce mode d'urbanisation évacue toute réflexion urbaine, généralise la compétitivité entre les territoires – comme le montre la course à l'accueil des événements sportifs internationaux –, banalise le gigantisme et la démesure faisant fi de toute proportionnalité entre l'homme et le monde, assure la suprématie du raisonnement économique, et nous persuade de l'efficacité des équipements et des infrastructures. Une des forces de l'économie triomphante est de laisser croire à la prolongation de l'organicité spontanée de l'urbanisation alors que les orientations sont prises par une minorité de décideurs parfaitement identifiée, mue par des rapports de force internes, d'où sont absents les millions d'habitants pourtant concernés. Certaines notions comme celle de "ville émergente" sont abusivement utilisées pour masquer des mécanismes de production qui s'en tiennent à l'expression la plus crue des rapports de domination économique et tentent de donner corps et poésie à la standardisation ou au nihilisme latent de ce genre d'entreprise.

À une autre échelle, les questions sociales propres au logement sont délaissées. En France, on stigmatise, on pense à démolir et on intervient de manière répressive, à coups de lois. On attend de la logique productiviste qu'elle réponde par des "produits manufacturés" aux questions d'usage, dans un idéal ergonomique approprié à une certaine catégorie de ménages-consommateurs. On mesure le taux de pénétration des micro-ordinateurs, micro-ondes, sèche-linge ou DVD.

S'il ne fait pas écho à ce qui pourrait s'entendre intimement et culturellement sous le terme d'*habiter*, l'urbanisme participe alors à la généralisation d'un discours d'experts, autoritaire et technique. Il répand un imaginaire moderne fondé sur une inclusion renforcée de la sphère domestique dans le marché. Cet état de fait

amplifie les ségrégations, jusqu'à faire oublier à un nombre d'individus de plus en plus large qu'il est possible de vivre autrement, sans pour cela se sentir sous-équipé. En effet, l'idéologie du progrès économique jette une ombre de "disvaleur" sur presque toutes les activités qui sont façonnées culturellement à l'écart des flux monétaires /3. La propagande publicitaire prend part à ce mouvement en réduisant à néant les économies de subsistance précédemment assises sur les ressources des populations.

Ivan Illich a méticuleusement dénoncé cette Némésis du développement. Au-delà des effets négatifs de la recherche du moindre coût et de l'industrialisation systématique, il a décrit cette forme de déception qui naît de l'usage même du bien dont on a fait l'acquisition et qui passe pour un des éléments inévitables des institutions modernes, comme la frustration constante de la majorité la plus pauvre des acquéreurs. Ainsi, la scolarité transforme les différences génétiques et sociales en dégradation certifiée, la médicalisation des gens augmente leur dépendance bien au-delà du possible et de l'utile, les transports automobiles sollicités majoritairement aux heures de pointe allongent le temps perdu dans la sujétion à la circulation, l'élevage contre nature et l'agriculture industrielle transforment l'aliment en poison, l'omniprésence des flux médiatiques amoindrit le sens.

Cette logique de développement conduit à la recomposition de notre environnement en un milieu stérile où officient les professionnels. Mais voulons-nous vivre dans un territoire urbain générique, équipé d'hôpitaux qui crachent les nouveau-nés et régurgitent les mourants, d'écoles qui manufacturent des chômeurs, de grands ensembles et de quartiers standardisés où les gens sont entreposés devant la télévision entre deux incursions au supermarché, d'autoroutes qui relie un parking à un autre ? Non : nous pensons que

ces facteurs cumulés construisent le cadre d'un puissant désenchantement, d'une dépossession culturelle intime et d'une inquiétude anthropologique sourde à ce qu'habiter veut dire.

La critique de l'urbanisation libérale contemporaine doit en prendre la mesure : notre monde possède déjà tout ce qu'il faut pour devenir inhabitable. Dans l'érosion de notre relation quotidienne aux lieux ainsi remodelés, on observe combien il est possible de se trouver démuné, ontologiquement déraciné. L'insatiable besoin de croissance économique provoque une profonde réorganisation du milieu physique, institutionnel et symbolique qui en vient à s'opposer à toute capacité vernaculaire de survie et appauvrit ainsi les liens qui depuis longtemps unissent l'homme à lui-même, aux autres et à son environnement. À travers les mille facettes du conditionnement publicitaire se déploie une fantasmagorie de l'habiter : colonisation rétinienne puis imaginaire, anonymisation de l'homme urbain dans la platitude de représentations fantasmagiques, éloignées de ce qui s'éprouve au quotidien.

L'urbanisme d'une autre modernité

Face à de tels risques, comment penser l'avenir humain de l'urbain, l'urbanisme d'une autre modernité ?

En pratique d'abord, il semble nécessaire de renforcer les interventions locales en donnant une place importante à la commune. Comme lieu de résidence et entité politique, c'est là que peut s'exercer, par l'intermédiaire de comités d'habitants et de conseils de quartier, un "contrôle citoyen" sur l'usage des sols, une réappropriation municipale des moyens de lutte contre la spéculation foncière, pour la maîtrise de la densité, pour le maintien de la mixité des fonctions et la piétonisation, pour l'effacement des différents zonages... Les communes et leurs quartiers sont les échelles possibles d'expressions collectives articulées à des pouvoirs politiques locaux dotés d'autonomie.

Une culture urbaine de voisinage peut se découvrir dans des luttes et des projets qui localement renouent avec la culture démocratique de l'espace partagé et qui mettent au cœur des débats les perceptions et les expressions des habitants.

Sur le plan théorique, il est indispensable d'affiner le travail critique de démontage de l'imaginaire dominant. Il ne s'agit pas de croire en un quelconque paradis bucolique ou d'espérer retrouver des traditions colorisées (Euro Disney s'en charge mieux que quiconque aux portes de Paris !). Il convient de mettre à nu la domination par l'économique qui produit, dans le domaine de l'aménagement des territoires comme dans d'autres secteurs, une pensée abstraite, enfermée dans un modèle théoriquement reproductible, mais dont on voit qu'il n'est pas universalisable du fait de la fragilité de la planète et de sa finitude. Il faut plutôt procéder à une dé-économisation de notre pen-

sée de l'aménagement et de l'habiter pour donner une place au champ démocratique et au champ culturel. Pour cela, remettons en débat notre désir de ville, que Jean-Paul Dollé nomme joliment "la mise en commun d'un désir de liaison" /4, pour résister aux coups de boutoir de l'anti-ville planétaire qui se répand lorsque la valeur d'échange des lieux prend le pas sur leur valeur d'usage.

Méfions-nous des idéologies urbicides qui vantent la consommation de mobilité à la place du besoin d'échanges, qui exaltent un avenir organisé selon la prétendue efficacité du modèle de circulation des capitaux, des personnes et des marchandises. Qu'en serait-il d'un monde qui effacerait les zones de frottements, sous les attraits d'un nomadisme épanoui, réservé à une infime minorité, mais qui nous soumettrait chacun, coupé de nos assises spécifiques, à la logique de son système comme seul fondement ?

Enfin, il convient de continuer à interroger notre modernité et son utilisation dans le champ de l'urbanisme. Selon Michel Serres /5, la tradition historique et philosophique occidentale nous a rendus amnésiques ; nous avons oublié nos origines. Nos catégories mentales, conditionnées par la modernité, perpétuent une opposition entre nature et culture, entre passé et avenir, réduisant nos perspectives temporaires dans l'instant médiatique, dans les cycles courts de la politique et de l'histoire récente. Il convient d'envisager une extension de notre intuition temporelle : plutôt que de regarder obsessionnellement vers le futur, acceptons le coup de vieux de notre environnement multiséculaire pour repenser, dans le cadre de cette nouvelle chronologie, le chantier de notre modernité.

Les découvertes scientifiques nous ouvrent les portes de la mémoire longue alors que les médias et les technologies s'emploient à fragmenter le temps, à l'accélérer et à l'aplatir, délaissant des temporalités plus étendues et leurs mémoires significatives. Michel Serres appelle au partage de "ce grand récit universel", chaînes d'interdépendances longues de quinze milliards d'années dont l'humanité est tributaire, avec l'envie de sortir de l'amnésie que la foi inaltérable en un certain projet de développement avait construite pour réinscrire notre destinée collective dans la profondeur de temps immémoriaux. Cette volonté de remonter au tronc commun où l'aventure humaine se confond avec l'aventure du vivant permet d'accueillir et d'interroger les modifications de la relation à notre corps, aux autres et au monde qui s'opèrent en ce moment.

Mais n'oublions pas que notre histoire urbaine et notre manière de penser l'urbanisme ont élaboré et permis le rêve (parfois rencontré au détour d'une place) d'une cité émancipée, où chaque citoyen serait un citoyen libre. | **Xavier Bonnaud**

4/

Jean-Paul Dollé,
Métropolitique,
Éditions de La Villette,
2002.

5/

Michel Serres,
L'Incandescent,
Éditions Le Pommier,
2003.